



secteur des LUTTES

72, rue de Clichy, 75009 PARIS - 42.81.33.11

Lors du Bureau National du 6 décembre 1986, il a été décidé la mise en place de secteurs nationaux.

I LE SECTEUR DES LUTTES

Une lutte locale comme nationale ne s'improvise pas. Cela demande un travail de tout le syndicat. Une campagne demande de la propagande, pose le problème du financement, de l'organisation, de sa "médiatisation", et enfin de son suivi.

En effet, une des raisons qui explique le non-aboutissement de certaines actions est le non-suivi de la campagne.

On sait quand on la démarre et bien souvent on en perd la trace quelques jours après.

Afin de combler cette lacune, il faut donc que dès maintenant dans chaque bureau d'AGE il y ait un responsable du secteur lutte. Précisons son travail dans la période :

Son rôle est celui d'assurer la cohésion du travail vis à vis d'une lutte précise. Ainsi, pour la bataille sur la sécurité, il doit veiller à ce que :

- * le responsable "presse" convoque une conférence de presse, envoie un communiqué dès qu'une action est menée;
- * le responsable à la propagande fasse le nécessaire pour que courriers aux syndiqués, tracts, affiches, panneaux syndicaux soient tenus ou réalisés;
- * le trésorier trouve les moyens de la campagne;
- * le secrétaire à l'organisation assure la prise en charge de la campagne par chaque syndiqué.

Un autre aspect important de son rôle est de centraliser les informations sur l'évolution de la campagne.

Savoir combien de cartes-pétitions sont signées, à tel endroit, savoir que dans telle UFR on n'est pas intervenu, dans telle autre une AG est organisée à telle heure, tel jour, qu'une motion a été votée, que le principe de la manifestation à Paris est votée ...

Il doit être à même de présenter au bureau d'AGE l'état au jour le jour de la campagne. Exemple:

<i>Point</i> au -- / -- / 87	Tracts	Débats	Collecte	Communiqué de presse	A.G.	Montée le 25
Droit	OUI	s'est tenu 150 ét.	oui sur la bro- chure	✓	✓	✓
Eco.	NON	NON		✓	✓	✓
AES	OUI	NON		✓		
Médecine	OUI	prévue le ...	✓		✓	✓

.../...

Le bureau d'AGE peut dès lors prendre les mesures qui s'imposent (ici renforcer en AES, organiser l'initiative en éco ...)

Du point de vue national, le même travail est fait AGE par AGE.

Il est donc indispensable que l'information (un contact tous les 2 jours avec le BN) afin de pouvoir organiser l'aide que le Bureau National peut apporter à l'AGE (suivie extraordinaire, tirage de matériel, aide technique ...)

Pour en finir, voici les noms des responsables nationaux du secteur lutte :

secrétaire national : MARIN Emmanuel
bureau national : SOULAS Fabienne - GEISSMANN Frédéric

II - LA BATAILLE DE LA SECURITE SOCIALE

La rentrée que nous vivons est riche de luttes : luttes des cheminots, des fonctionnaires d'EDF, des PTT, des transports urbains, qui ont pour but d'améliorer les conditions de travail, de salaire ... et de défendre le service public. L'UNEF est solidaire de ces batailles. Parmi elles, la défense de la protection sociale face au plan Seguin :

- * suppression du remboursement à 100 % de la "26ème" maladie (maladies longues et coûteuses);
- * réduction à 40 % du remboursement des médicaments dits de "conforts" (vitamines, amphitamines, ...) dont les étudiants augmentent actuellement leur consommation;
- * réduction du remboursement des petits actes chirurgicaux et des hospitalisations qu'ils nécessitent;
- * augmentation du forfait hospitalier à 25 Frs avec menace de le porter à 31 Frs par jour.

La C.G.T. veut faire culminer toutes les luttes précédentes sur la sécurité sociale (notamment les manifestations régionales du 27 novembre 1986) par une manifestation nationale à Paris le DIMANCHE 25 JANVIER 1987 rassemblant des centaines de milliers de salariés à 13 H.30, de la Nation à Ricelieu Drouot.

Depuis deux ans que l'UNEF se bat pour que l'Etat nous rende les 306 millions de francs que Chévènement puis Devaquet nous ont volé, les étudiants ont l'occasion de remporter la victoire grâce à la convergence des luttes.

Dans le mouvement, la revendication du réinvestissement de l'Etat dans la sécurité sociale étudiante avait été votée par la coordination nationale, à notre initiative. La motion précisait : **"réinvestissement dans la sécurité sociale étudiante au moyen d'un collectif budgétaire."**

- Le collectif, le réengagement, le mouvement étudiant peut nous permettre de le gagner aujourd'hui !

L'UNEF appelle donc à participer massivement à la MANIFESTATION DU 25 JANVIER 1987. Le cortège étudiant, facultés parisiennes et de province peut rassembler des dizaines de milliers de personnes. Il ne dépend que de nous de lancer cette lutte, d'en faire celle de tous, parallèlement à celle que nous devons mener sur la démocratie (et les élections aux conseils d'université, d'UER, du CROUS), sur les bourses, l'aide sociale, les budgets de nos UFR.

Démarrons sans attendre, lançons le débat et surtout graduons l'action pour rassembler de plus en plus largement jusqu'au 25 janvier autour des notions d'égalité devant le droit aux études, le droit à la santé et contre la sélection sociale. Débattons en AG d'UER ou de faculté de la sécurité sociale, organisons ensemble avec tous les étudiants des débats avec des professionnels ou des syndicalistes, faisons voter la manifestation en AG ... utilisons massivement la carte-pétition et le modèle de pétition nationale. Toutes seront remises le 25 janvier au ministère de l'Education Nationale.

Faisons voter la motion par les conseils d'UER et d'université. Faisons-la signer par les conseils d'administration des sections locales de la MNEF, par les professeurs et les personnels ATOS.

Popularisons l'action au maximum en organisant des manifestations locales dans la semaine du 19 au 23 janvier 1987 et en faisant monter le plus possible d'étudiants à Paris. Dans de nombreuses villes, il est possible de faire parrainer la montée des étudiants par des entreprises (contacter le Bureau National à ce sujet).

La présence dans nos cortèges, la semaine précédent la manifestation, comme le 25 janvier, de nombreuses banderoles d'UER au côté des banderoles syndicales, signera avec la poursuite du mouvement étudiant, le succès de notre action et un pas de plus dans la volonté des étudiants de faire du neuf à l'université.

Planning

Semaine du 18 au 19:

- 1/ Urgent: Réunir les Bureaux d'AGE, planifier la campagne, mise en place des secteurs
- 2/ Signature cartes-pétition (à ramener au B.N)
collecte
Débats*
- Vote Motion par Ampli ou AGE
- 3/ Distribution Tracts, Diffusion brochure avec collecte

Semaine du 20 au 24:

- 1/ organisation d'actions locales: Manifestations devant CPAT, Rectorat, ---; initiatives diverses ---
- 2/ Vote par les Amplis / AGE du principe de la montée des étudiants à la Manifestation du 25.

25 Janvier: Manifestation Nationale de Nation à Richelieu Drouot.

A retourner d'URGENCE le nom du responsable du secteur lutte :

NOM Prénom Université

Adresse U.F.R.

Téléphone :



MODELE DE MOTION - PETITION NATIONALE

1948 : L'UNEF gagne la création du régime étudiant de sécurité sociale. La participation de l'étudiant y est symbolique.

1985 : Mr Chevènement réduit à néant la participation de l'Etat. Il nous vole 306 millions de francs !

1986 : Le résultat, 42 % de hausse de la cotisation étudiante. Plus que la sécurité sociale étudiante, c'est notre protection sociale qui est attaquée :

- * hausse des cotisations mutualistes qui concourent au phénomène de démutualisation;
- * médecine préventive universitaire qui ne joue pas son rôle;

Les étudiants subissent aussi les attaques portées au régime général :

- * baisse du taux de remboursement sur les médicaments dit de "confort";
- * augmentation du forfait hospitalier;
- * remise en cause du 100 % pour les maladies longues et coûteuses, des interventions chirurgicales.

C'est en ce sens que nos revendications rejoignent celles du monde du travail pour la sauvegarde de la protection sociale.

Se soigner ne doit pas devenir un luxe, solidaires avec les salariés :

- * Nous défendons notre protection sociale
- * nous exigeons le réinvestissement de l'Etat dans le régime de sécurité sociale étudiante par un collectif budgétaire

NOM	Prénom	Faculté	Je verse



service de presse

72, rue de Clichy - 75009 PARIS

☎ 42 81 33 11

N/Réf : EM/ML/3071

COMMUNIQUE

1948 : L'UNEF gagne la création du régime étudiant de sécurité sociale. La participation de l'étudiant y est symbolique.

1985 : Mr Chévènement réduit à néant la participation de l'Etat. Il nous vole 306 millions de francs !

1986 : Le résultat, 42 % de hausse de la cotisation étudiante. Plus que la sécurité sociale étudiante, c'est notre protection sociale qui est attaquée :

* hausse des cotisations mutualistes qui concourent au phénomène de démutualisation;

* Médecine préventive universitaire qui ne joue pas son rôle;

Les étudiants subissent aussi les attaques portées au régime général :

baisse du taux de remboursement sur les médicaments dit de "confort";
- augmentation du forfait hospitalier;
- remise en cause du 100 % pour les maladies longues et coûteuses, des interventions chirurgicales.

Se soigner ne doit pas devenir un luxe. Solidaires avec les salariés :

. Nous défendons notre protection sociale;

. Nous exigeons le réinvestissement de l'Etat dans le régime de sécurité sociale étudiante par un collectif budgétaire.

C'est en ce sens que nos revendications rejoignent celles du monde du travail pour la sauvegarde de la protection sociale et que l'UNEF appelle l'ensemble des étudiants à participer à la

MANIFESTATION DU DIMANCHE 25 JANVIER 1987

de Nation à Richelieu Drouot

Paris le 13 janvier 1987